



Assemblée générale

Distr. générale
30 juin 2021
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa quatre-vingt-dixième session (3-12 mai 2021)

Avis n° 19/2021, concernant Theodory Faustine Giyan (République-Unie de Tanzanie)

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1991/42. Son mandat a été précisé et renouvelé dans la résolution 1997/50 de la Commission. Conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale et à sa décision 1/102, le Conseil des droits de l'homme a repris le mandat de la Commission. Le Conseil a reconduit le mandat du Groupe de travail pour une nouvelle période de trois ans dans sa résolution 42/22.
2. Le 17 décembre 2020, conformément à ses méthodes de travail¹, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie une communication concernant Theodory Faustine Giyan. Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication. L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
3. Le Groupe de travail estime que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants :
 - a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui est applicable) (catégorie I) ;
 - b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II) ;
 - c) Lorsque l'inobservation totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États concernés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III) ;
 - d) Lorsqu'un demandeur d'asile, un immigrant ou un réfugié est soumis à une détention administrative prolongée sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV) ;
 - e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international en ce qu'elle découle d'une discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le

¹ A/HRC/36/38.



sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, qui tend ou peut conduire au non-respect du principe de l'égalité entre les êtres humains (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

4. Theodory Faustine Giyan, né en 1993, est de nationalité tanzanienne. Il réside habituellement à Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie) et exerce les fonctions de développeur de logiciels chez iPF Softwares. Il était chargé de mettre au point des solutions numériques permettant d'orienter le comportement des êtres humains et de susciter leur coopération.

a. Arrestation et détention

5. Selon la source, dans la nuit du 18 décembre 2019, des policiers non identifiés se sont rendus au domicile de M. Giyan sis à Dar es-Salaam et ont arrêté ce dernier sans mandat. Ils l'ont menotté, lui ont bandé les yeux et l'ont enlevé ; ils l'ont forcé à monter dans un véhicule civil. M. Giyan n'a pas été informé du motif de son arrestation à ce moment.

6. La source explique que le lendemain, M. Giyan a été transféré au quartier général de la police situé au Ministère de l'intérieur. La source précise que la torture serait pratiquée dans ce lieu. M. Giyan a ensuite été transféré au commissariat de police de Kilwa Road. Sa famille n'a pas été immédiatement informée de son placement en garde à vue ni du lieu où il se trouvait.

7. La disparition de M. Giyan a été suivie de près par l'arrestation de son ami, Tito Magoti². Le téléphone de M. Giyan aurait été utilisé pour envoyer des textos à M. Magoti afin de l'attirer dans un lieu avant son enlèvement.

8. Le 20 décembre 2019, le commandant de la police de la zone de Dar es-Salaam a publié un communiqué de presse dans lequel il annonçait que M. Giyan n'avait pas été enlevé, mais était en garde à vue. Bien que les autorités aient reconnu qu'elles détenaient M. Giyan, sa famille, son employeur et ses avocats n'ont toujours pas été informés du lieu où il se trouvait ni autorisés à lui parler. La source indique que l'incertitude entourant le lieu où il se trouvait s'est accrue lorsque le commandant régional de la police de Kinondoni a fait à l'époque une déclaration contraire dans laquelle il alléguait ne pas avoir connaissance de l'arrestation. De l'instant où M. Giyan a été placé en détention jusqu'au 23 décembre 2019, ni sa famille ni ses avocats n'ont su où il était détenu.

9. La source ajoute que M. Giyan a été torturé pendant sa détention, y compris dans le but de lui extorquer des informations sur autrui.

10. Pendant sa détention, selon la source, M. Giyan a été interrogé sur l'utilisation qu'il faisait des médias sociaux (Twitter) et sur ses liens avec un propriétaire de média doublé d'un militant, ainsi qu'avec le Président de la Tanganyika Law Society et un acteur politique de l'opposition. Ces personnes sont de virulents détracteurs du Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie et subiraient actuellement diverses formes de représailles pour avoir exigé que les pouvoirs publics répondent de leurs actes et fassent preuve de transparence.

11. Le 24 décembre 2019, M. Giyan aurait été traduit devant le Resident Magistrate's Court de Kisutu, sis à Dar es-Salaam, où il aurait été inculqué de trois chefs de blanchiment d'argent et de criminalité organisée, à savoir « conduite d'actes de criminalité organisée », en violation du paragraphe 4 (al. 1 a)) de l'annexe I de la loi relative à la lutte contre la criminalité économique organisée (livre 200 des lois tanzaniennes, version révisée de 2002), telle que modifiée, et des articles 57 (par. 1) et 60 (par. 2) de ladite loi, « possession d'un programme informatique conçu dans le but de commettre une infraction », en violation de l'article 10 (par. 1 a)) de la loi n° 14 de 2015 relative à la cybercriminalité, interprété à la lumière du paragraphe 36 de l'annexe I de la loi relative à la lutte contre la criminalité économique organisée (livre 200 des lois tanzaniennes, version révisée de 2002), telle que modifiée, et des articles 57 (par. 1) et 60 (par. 2) de ladite loi, et « blanchiment d'argent », en

² M. Magoti a fait l'objet de l'avis n° 38/2020 du Groupe de travail.

violation des articles 12 (al. d)) et 13 (al. a)) de la loi de 2006 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent, interprétés à la lumière du paragraphe 22 de l'annexe I de la loi relative à la lutte contre la criminalité économique organisée (livre 200 des lois tanzaniennes, version révisée de 2002), telle que modifiée, et des articles 57 (par. 1) et 60 (par. 2) de ladite loi.

12. M. Giyan n'aurait pas été autorisé à dire s'il plaiderait coupable ou non coupable lorsque le tribunal lui a donné lecture des accusations portées contre lui. En outre, la source explique que, du fait qu'il est accusé de blanchiment d'argent, M. Giyan n'a pas le droit de bénéficier d'une mise en liberté sous caution. Elle explique également que le recours à des infractions financières n'ouvrant pas droit à la mise en liberté sous caution pour procéder à des mises en accusation est une tactique courante en République-Unie de Tanzanie et constitue une méthode illicite de montage de dossiers tendant à priver délibérément les personnes concernées de l'accès à la liberté sous caution.

13. Les 7 janvier, 21 janvier et 4 février 2020, le ministère public aurait demandé au tribunal de lui accorder un délai supplémentaire pour enquêter sur les faits reprochés à M. Giyan. Depuis lors, plusieurs audiences préliminaires se sont tenues et l'ouverture du procès de M. Giyan a été reportée à maintes reprises³, la dernière fois au 19 août 2020.

14. M. Giyan est actuellement détenu à la maison d'arrêt de Segerea, où il a été transféré le 24 décembre 2019. Il est entendu que le niveau d'hygiène de la prison laisse à désirer et que les détenus manquent de nourriture. Depuis son placement en détention, la famille de M. Giyan lui apporte quotidiennement de la nourriture.

15. La source signale que M. Giyan n'a eu accès à aucun avocat de mars 2020, mois où le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie a interdit l'accès aux avocats en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), jusqu'à une date très récente. De plus, l'intéressé étant détenu dans une prison tanzanienne surpeuplée, sa santé est gravement menacée par ces temps de pandémie de COVID-19.

b. Analyse juridique

16. La source indique que le cas de M. Giyan relève des catégories I, II, III et V de la classification employée par le Groupe de travail.

i. Catégorie I

17. La source fait valoir qu'aucun fondement juridique ne peut être invoqué pour justifier l'arrestation de M. Giyan et son placement en détention par la suite. En effet, l'intéressé n'a pas été arrêté dans le respect de la législation tanzanienne, l'arrestation n'ayant pas eu lieu en vertu d'un mandat délivré conformément aux dispositions de la loi portant Code de procédure pénale qui indiquait le fondement juridique de l'arrestation et de la détention. De plus, M. Giyan n'a pas été informé des motifs de son arrestation immédiatement après celle-ci ni n'a reçu dans le plus court délai des informations sur les accusations portées contre lui pour telle ou telle infraction pendant la période allant de la date de son arrestation et de son placement en détention jusqu'au 24 décembre 2019, date à laquelle il a été traduit devant un tribunal.

18. Aucune précision n'aurait été donnée sur les diverses accusations portées contre M. Giyan lorsque les autorités de police ont reconnu qu'elles le détenaient. La source rappelle que selon la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte, il est insuffisant d'invoquer les seuls besoins de l'enquête pour placer M. Giyan en détention et le priver de liberté, d'autant plus que l'intéressé a été détenu pendant cinq jours avant que des accusations ne soient portées contre lui. De fait, l'interrogatoire de M. Giyan était axé sur ses relations avec d'autres personnes et il ne lui a pas été dit qu'il était détenu aux fins d'enquête sur telle ou telle des infractions dont il a finalement été inculpé.

19. En conséquence, la source estime que les circonstances de l'arrestation et de la détention de M. Giyan constituent une violation du droit international et du droit interne et plus précisément de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des

³ Les 5 mars, 20 mars, 1^{er} avril, 16 avril, 29 avril, 14 mai, 29 mai, 12 juin, 26 juin, 8 juillet et 22 juillet 2020.

articles 9 (par. 2) et 14 (par. 3) du Pacte, ce qui rend la détention non fondée en droit et arbitraire au titre de la catégorie I.

ii. Catégorie II

20. Dans le cas présent, la source explique que M. Giyan a été placé en détention à peu près au même moment que M. Magoti, défenseur des droits de l'homme notoire, et en considération de ce dernier. Ils ont tous deux été inculpés des mêmes chefs et au même moment. Compte tenu de ce lien, la source fait valoir que l'arrestation de M. Giyan, sa détention et les chefs d'accusation retenus contre lui doivent faire l'objet d'un examen approfondi du point de vue des éléments de preuve produits comme dans le cas des défenseurs des droits de l'homme.

21. Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, M. Giyan a finalement été inculpé de « conduite d'actes de criminalité organisée », de « possession d'un programme informatique conçu dans le but de commettre une infraction » et de « blanchiment d'argent ». Ces chefs d'accusation étaient, toutefois, très probablement fondés sur son association avec un défenseur des droits de l'homme notoire et sur les activités qu'il menait dans les médias sociaux et non sur sa participation aux infractions alléguées. La détention de M. Giyan en représailles à l'expression de ses idées et de son association avec des détracteurs du Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie constitue par conséquent une violation de son droit à la liberté d'expression et d'association en ce qu'elle tend à lui infliger des sanctions pénales pour empêcher et punir l'expression.

22. Selon la source, le fait que les accusations portées contre M. Giyan constituent un prétexte est d'autant plus évident que pendant sa détention, l'intéressé a apparemment été interrogé sur l'utilisation qu'il faisait des médias sociaux (Twitter) et sur ses liens avec d'autres détracteurs notoires du Gouvernement.

23. Si les articles 19, 20 et 22 (par. 2) du Pacte prévoient de rares exceptions aux principes de liberté d'expression et de liberté d'association qui sont fondées sur la sécurité nationale, la sûreté publique et l'ordre public, la source déclare que le cas de M. Giyan ne relève pas de ces exceptions. En effet, même si le placement en détention de M. Giyan à raison des prétendus chefs de « conduite d'actes de criminalité organisée », de « possession d'un programme informatique conçu dans le but de commettre une infraction » et de « blanchiment d'argent » pourrait, à première vue, relever de l'exception relative à la sécurité publique ou de celle relative à l'ordre public prévues par l'article 19 (par. 3) du Pacte, la source rappelle que « (l)e paragraphe 3 ne peut jamais être invoqué pour justifier des mesures tendant à museler un plaidoyer en faveur de la démocratie multipartiste, des valeurs démocratiques et des droits de l'homme »⁴. Pour la source, il est clair que le principal motif pour lequel le Gouvernement a placé M. Giyan en détention était l'intention de le réduire au silence et de le punir des activités qu'il menait dans les médias sociaux et de son association avec des détracteurs notoires du Gouvernement. Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, toute prétendue menace à l'ordre public que le Gouvernement pourrait reprocher à M. Giyan serait un prétexte.

24. En conséquence, la source estime que la privation de liberté de M. Giyan est arbitraire au titre de la catégorie II.

iii. Catégorie III

25. Selon la source, bien que l'affaire engagée contre M. Giyan n'ait pas encore atteint le stade du procès, les autorités ont gravement violé plusieurs normes du droit international des droits de l'homme, notamment les normes minimales de garantie de la régularité de la procédure relatives à l'équité du procès et au traitement des détenus.

26. Premièrement, la source réaffirme que M. Giyan a été arrêté sans mandat, ce qui constitue en soi une violation du Pacte. De plus, il n'a pas été informé des motifs de son arrestation au moment de celle-ci. Le 20 décembre 2019, un commandant de la police a publié une déclaration dans laquelle il confirmait que M. Giyan avait effectivement été arrêté,

⁴ Observation générale n° 34 (2011) du Comité des droits de l'homme, par. 23.

mais aucune information supplémentaire indiquant les motifs de l'arrestation n'a été donnée. Cela ne suffit pas pour considérer que M. Giyan a reçu notification des motifs de son arrestation sans délai.

27. En outre, M. Giyan a été détenu pendant cinq jours avant d'être finalement traduit devant un juge le 24 décembre 2019 et il n'a eu connaissance des accusations portées contre lui qu'à ce moment à l'audience. Ce délai est bien plus long que celui considéré comme « le plus court », tant pour ce qui est de la connaissance des accusations que pour ce qui est de la traduction devant un juge.

28. Il est à noter qu'aux termes de l'article 14 (par. 3 a)) du Pacte, toute personne accusée d'une infraction pénale doit « être informée, dans le plus court délai, dans une langue qu'elle comprend et de façon détaillée, de la nature et des motifs de l'accusation portée contre elle ». Bien que M. Giyan ait déjà été informé des accusations portées contre lui, l'acte d'accusation, selon la source, ne répond pas aux conditions définies dans le Pacte en ce qu'il n'énonce pas de manière exhaustive la nature et les motifs de ces accusations. En outre, l'article 132 de la loi portant Code de procédure pénale du pays précise que « tout chef d'accusation ou renseignement contient, et est suffisant s'il contient, un exposé de l'infraction ou des infractions précises reprochées à la personne poursuivie, ainsi que les détails éventuellement nécessaires pour informer raisonnablement cette dernière de la nature de l'infraction retenue ». Cette disposition garantit la capacité de la défense à se préparer convenablement au procès. Pour la source, il ressort de l'acte d'accusation qu'il n'existe pas suffisamment d'informations sur les faits de la cause pour étayer les allégations qu'il contient. Par conséquent, M. Giyan ne dispose pas des informations nécessaires pour se préparer convenablement au procès.

29. Deuxièmement, la source rappelle qu'aux termes de l'article 14 (par. 3 d)) du Pacte, toute personne accusée d'une infraction pénale jouit au moins de la garantie « (de) se défendre elle-même ou (d')avoir l'assistance d'un défenseur de son choix ; si elle n'a pas de défenseur, (d')être informée de son droit d'en avoir un, et, chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, (de) se voir attribuer d'office un défenseur, sans frais, si elle n'a pas les moyens de le rémunérer ». Pourtant, pendant les cinq jours où M. Giyan a été détenu à la suite de son arrestation illégale avant d'être traduit devant un tribunal, il a été interrogé par des policiers et, en violation flagrante des normes juridiques internationales, privé d'accès à un conseil. En outre, en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19 imposées par le Gouvernement, son conseil n'a pas pu lui rendre visite de mars 2020 jusqu'à une date très récente.

30. Troisièmement, la source rappelle que toute personne poursuivie a le droit d'aviser les membres de sa famille du lieu où elle se trouve, aux termes du principe 16 (par. 1) de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. Dans le cas présent, M. Giyan a été détenu du 18 au 24 décembre 2019 sans accès à son avocat ni aux membres de sa famille. Ni les membres de sa famille ni d'autres personnes de son choix n'ont été avisés dans les plus brefs délais de son arrestation et de sa détention ni du lieu où il se trouvait. Dans la soirée du 20 décembre 2019, le commandant de la police de la zone de Dar es-Salaam a publié un communiqué de presse dans lequel il annonçait que M. Giyan n'avait pas été enlevé, mais était en garde à vue avec plusieurs autres personnes arrêtées. Cependant, il n'a pas révélé le lieu où l'intéressé était en détention, ce qui signifie que les membres de la famille de M. Giyan n'ont pas eu connaissance du lieu où il se trouvait dans les plus brefs délais.

31. En outre, la source explique que l'article 64 de la loi portant Code de procédure pénale du pays dit clairement que toute personne détenue a, en général, le droit de demander une mise en liberté sous caution et que l'agent de police doit l'informer de ce droit. Toutefois, l'article 148 (par. 5) de ladite loi dispose que nul ne peut être admis à bénéficier de la liberté sous caution s'il est inculpé de certaines infractions, dont le « blanchiment d'argent » prévu et réprimé par la loi de 2006 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent. Cette disposition autorise donc le refus général de la mise en liberté sous caution pour certaines infractions, en violation flagrante de l'orientation donnée par le Comité des droits de

l'homme dans son observation générale n° 35 (2014)⁵, à savoir que la détention avant jugement ne doit pas être obligatoire pour tous les défendeurs inculpés d'une infraction précise, sans qu'il soit tenu compte des circonstances individuelles. Ayant été inculpé de blanchiment d'argent, M. Giyan n'a pas droit à la liberté sous caution en République-Unie de Tanzanie.

32. Non seulement la mise en liberté sous caution aurait été refusée à M. Giyan sans tenir compte de sa situation, mais l'ouverture de son procès aurait été reportée à maintes reprises pour permettre au ministère public de poursuivre son enquête, de sorte que la détention provisoire de l'intéressé est fréquemment prolongée. Le fait de priver M. Giyan du droit de demander une mise en liberté sous caution, en particulier dans un contexte où l'ouverture de son procès a été reportée à maintes reprises et pour plusieurs mois, constitue une violation des droits dont il jouit en matière de procédure régulière, garantis par les articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, les articles 9 et 14 du Pacte et les principes 38 et 39 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. La source précise en outre qu'en République-Unie de Tanzanie, les personnes inculpées d'infractions n'ouvrant pas droit à la mise en liberté sous caution peuvent passer des années en détention provisoire, même si les allégations portées contre elles sont fantaisistes ou fallacieuses.

33. Enfin, la source signale que M. Giyan a été torturé pendant sa détention, y compris dans le but de lui extorquer des informations sur autrui, en violation de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 7 du Pacte.

34. Pour les motifs susmentionnés, la source estime que les accusations injustifiées portées contre M. Giyan et le maintien en détention de ce dernier n'ont pas de fondement juridique et constituent des violations de certains principes juridiques internationaux, ce qui rend la détention arbitraire au titre de la catégorie III.

iv. Catégorie V

35. La source explique qu'il ressort de l'article 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 26 du Pacte, ainsi que de l'article 13 de la Constitution de la République-Unie de Tanzanie, que la discrimination fondée sur la divergence d'opinions politiques ou d'autres opinions telles que celles qui tendent à critiquer le Gouvernement constitue une violation du droit international. Comme indiqué plus haut, la source affirme que M. Giyan a été pris pour cible, arrêté et placé en détention en raison de l'expression de son opinion, de son opinion politique présumée et de son association avec des détracteurs notoires du Gouvernement. M. Giyan a été interrogé pour son association avec des personnes qui avaient mené publiquement des activités visant à demander des comptes au Gouvernement. En outre, la source rappelle que le Groupe de travail reconnaît aux défenseurs des droits de l'homme le statut de personnes protégées par l'article 26 du Pacte⁶. L'association de M. Giyan avec un défenseur des droits de l'homme, conjuguée au fait que les deux affaires sont jointes, doit permettre à M. Giyan de bénéficier de la même protection. Le placement en détention de ce dernier en raison de son association avec un défenseur des droits de l'homme notoire constitue donc une violation de l'article 26 du Pacte, ce qui rend la privation de liberté de M. Giyan arbitraire au titre de la catégorie V.

Réponse du Gouvernement

36. Le 17 décembre 2020, suivant sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a transmis les allégations de la source au Gouvernement. Il a demandé au Gouvernement de lui faire parvenir, au plus tard le 16 février 2021, des informations détaillées sur la situation de M. Giyan ainsi que ses éventuelles observations sur les allégations de la source. Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication ni n'a demandé de prolongation du délai fixé pour fournir les informations demandées, ce que le paragraphe 16 des méthodes de travail du Groupe de travail l'autorise pourtant à faire.

⁵ Voir par. 38.

⁶ Voir l'avis n° 48/2017.

Examen

37. Dans le cas présent, le Groupe de travail juge que les allégations formulées par la source sont d'une extrême gravité. En l'absence de réponse du Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de rendre le présent avis, conformément au paragraphe 15 de ses méthodes de travail.

38. Pour déterminer si la détention de M. Giyan est arbitraire, le Groupe de travail tient compte des principes établis dans sa jurisprudence qui régissent l'administration de la preuve. Lorsque la source établit une présomption de violation des règles internationales constitutive de détention arbitraire, la charge de la preuve incombe au Gouvernement dès lors que celui-ci décide de contester les allégations⁷. En l'espèce, le Gouvernement a décidé de ne pas contester les allégations à première vue crédibles formulées par la source.

39. Le Groupe de travail tient à réaffirmer que les États ont l'obligation de respecter, protéger et réaliser tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales, y compris la liberté de la personne, et que toute loi nationale autorisant la privation de liberté doit être rédigée et appliquée conformément aux normes internationales applicables énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et les autres instruments régionaux et internationaux pertinents⁸. En conséquence, même si la détention est conforme à la législation, à la réglementation et aux pratiques nationales, le Groupe de travail a le droit et l'obligation d'en évaluer les circonstances, et d'apprécier la loi elle-même, afin de déterminer si cette détention est également conforme aux dispositions pertinentes du droit international des droits de l'homme⁹.

Catégorie I

40. Le Groupe de travail va d'abord déterminer s'il y a eu des violations relevant de la catégorie I, cas dans lesquels aucun fondement juridique ne peut être invoqué pour justifier la privation de liberté.

41. Selon la source, aucune précision n'a été donnée sur les diverses accusations portées contre M. Giyan lorsque les autorités de police ont reconnu qu'elles le détenaient, en violation des dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte aux termes desquelles il est insuffisant d'invoquer les seuls besoins de l'enquête pour placer une personne en détention et la priver de liberté. Dans le cas présent, M. Giyan a été détenu pendant au moins cinq jours avant que des accusations ne soient portées contre lui, son interrogatoire était axé sur ses relations avec d'autres personnes et il ne lui a pas été dit qu'il était détenu aux fins d'enquête sur telle ou telle des infractions dont il a finalement été inculpé. Il s'ensuit, selon la source, que l'arrestation et la détention de M. Giyan constituent des violations du droit international et du droit interne et plus précisément de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des articles 9 (par. 2) et 14 (par. 3) du Pacte, ce qui rend la détention non fondée en droit et arbitraire au titre de la catégorie I.

⁷ A/HRC/19/57, par. 68.

⁸ Voir la résolution 72/180 de l'Assemblée générale, cinquième alinéa du préambule, et les résolutions du Conseil des droits de l'homme suivantes : résolution 41/2, deuxième alinéa du préambule, résolution 41/6, par. 5 (al. b)), résolution 41/10, par. 6, résolution 41/17, premier alinéa du préambule, résolution 43/26, treizième alinéa du préambule, résolution 44/16, vingt-cinquième alinéa du préambule, résolution 45/19, neuvième alinéa du préambule, résolution 45/20, deuxième alinéa du préambule, résolution 45/21, troisième alinéa du préambule, et résolution 45/29, troisième alinéa du préambule. Voir également la résolution 1991/42, par. 2, et la résolution 1997/50, par. 15, de la Commission des droits de l'homme, la résolution 6/4, par. 1 (al. a)), et la résolution 10/9, par. 4 (al. b)), du Conseil des droits de l'homme, ainsi que les avis n^{os} 41/2014, par. 24, 3/2018, par. 39, 18/2019, par. 24, 36/2019, par. 33, 42/2019, par. 43, 51/2019, par. 53, 56/2019, par. 74, 76/2019, par. 36, 6/2020, par. 36, 13/2020, par. 39, 14/2020, par. 45, et 32/2020, par. 29.

⁹ Voir les avis n^{os} 1/1998, par. 13, 82/2018, par. 25, 36/2019, par. 33, 42/2019, par. 43, 51/2019, par. 53, 56/2019, par. 74, 76/2019, par. 36, 6/2020, par. 36, 13/2020, par. 39, 14/2020, par. 45, et 32/2020, par. 29.

42. Le Gouvernement n'a pas contesté les allégations de la source indiquant que M. Giyan avait été arrêté sans mandat délivré à cette fin conformément aux dispositions de la loi portant Code de procédure pénale, ce qui atteste que l'arrestation n'a pas de fondement juridique, et qu'il n'avait pas été informé des motifs de son arrestation immédiatement après celle-ci ni de la moindre accusation portée contre lui au titre de telle ou telle infraction, de l'instant où il avait été arrêté et placé en détention le 18 décembre 2019 jusqu'au 24 décembre 2019, date à laquelle il avait été traduit devant le Magistrate's Court de Kisumu sis à Dar es-Salaam. Le Gouvernement n'a pas non plus contesté l'assertion de la source selon laquelle M. Giyan avait été privé d'accès à un conseil et aux membres de sa famille pendant sa détention. Comme l'a indiqué le Groupe de travail, selon le principe 9 et la ligne directrice 8 des Principes de base et lignes directrices des Nations Unies sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal¹⁰, les personnes privées de liberté ont le droit d'être assistées par le conseil de leur choix, à tout moment pendant la détention, y compris immédiatement après leur arrestation, et elles doivent être informées sans délai de ce droit. L'accès à un conseil ne devrait pas faire l'objet de restrictions illégales ou déraisonnables¹¹.

43. Le Groupe de travail a toujours déclaré qu'une privation de liberté ne peut être justifiée que si elle a un fondement juridique. Il ne suffit pas qu'il existe une loi ou une pratique nationale autorisant l'arrestation et la détention des suspects. Les autorités doivent invoquer un fondement juridique conforme aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, dans le cadre d'un mandat d'arrêt, et l'appliquer aux circonstances de l'espèce. Cela ne semble pas s'être produit dans le cas de M. Giyan¹².

44. Le droit international des droits de l'homme exige que toute arrestation soit fondée sur un mandat d'arrêt dûment délivré afin de garantir l'exercice d'un contrôle effectif par une autorité judiciaire compétente, indépendante et impartiale, procédure inhérente au droit à la liberté et à la sécurité de la personne et à l'interdiction de la privation arbitraire de liberté visés aux articles 3 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, à l'article 9 du Pacte et aux principes 2, 4 et 10 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. Depuis le début de son mandat, le Groupe de travail considère qu'arrêter des personnes sans mandat rend leur détention arbitraire¹³. Aucun mandat d'arrêt n'a été présenté à M. Giyan au moment de son arrestation, en violation de l'article 9 (par. 1) du Pacte. En outre, le Groupe de travail relève que l'allégation de la source selon laquelle M. Giyan n'a pas été informé dans le plus court délai des motifs de son arrestation, en violation de l'article 9 (par. 2) du Pacte, n'a pas été contestée. Le Groupe de travail réaffirme que toute privation de liberté faite sans mandat d'arrêt valable, comme dans le cas présent, est arbitraire et dénuée de fondement juridique.

45. Le Groupe de travail estime que le manquement du Gouvernement à l'obligation d'indiquer les motifs de l'arrestation de M. Giyan au moment de celle-ci et de donner à l'intéressé dans le plus court délai notification des accusations portées contre lui constitue une violation des droits que lui confère l'article 9 (par. 2) du Pacte. De plus, il constate que M. Giyan a été arrêté le 18 décembre 2019 et n'a été traduit devant un juge que six jours plus tard. Les normes internationales énoncées dans sa jurisprudence prescrivent que toute

¹⁰ A/HRC/30/37, annexe.

¹¹ Ibid., par. 12 à 15 et 67 à 71. Voir également l'observation générale n° 32 (2007) du Comité des droits de l'homme, par. 34, ainsi que les avis n°s 61/2020, par. 70, et 40/2020, par. 29.

¹² Voir, par exemple, les avis n°s 93/2017, par. 44, 10/2018, par. 45 et 46, 36/2018, par. 40, 46/2018, par. 48, 9/2019, par. 29, 32/2019, par. 29, 33/2019, par. 48, 44/2019, par. 52, 45/2019, par. 51, 46/2019, par. 51, 65/2019, par. 59, 71/2019, par. 70, 72/2019, par. 40, 82/2019, par. 74, 6/2020, par. 39, 11/2020, par. 37, 13/2020, par. 46, 14/2020, par. 49, 31/2020, par. 40, 32/2020, par. 32, 33/2020, par. 53 et 71, et 34/2020, par. 44.

¹³ Voir, par exemple, les décisions n°s 1/1993, par. 6 et 7, 3/1993, par. 6 et 7, 4/1993, par. 6, 5/1993, par. 6, 8 et 9, 27/1993, par. 6, 30/1993, par. 14 et 17 (al. a)), 36/1993, par. 8, 43/1993, par. 6, et 44/1993, par. 6 et 7. Pour une jurisprudence plus récente, voir les avis n°s 38/2013, par. 23, 48/2016, par. 48, 21/2017, par. 46, 63/2017, par. 66, 76/2017, par. 55, 83/2017, par. 65, 88/2017, par. 27, 93/2017, par. 44, 3/2018, par. 43, 10/2018, par. 46, 26/2018, par. 54, 30/2018, par. 39, 38/2018, par. 63, 47/2018, par. 56, 51/2018, par. 80, 63/2018, par. 27, 68/2018, par. 39, 82/2018, par. 29, 6/2020, par. 40, 11/2020, par. 38, 13/2020, par. 47, 14/2020, par. 50, 31/2020, par. 41, 32/2020, par. 33, 33/2020, par. 54, et 34/2020, par. 46.

personne arrêtée soit traduite devant un juge dans un délai de quarante-huit heures¹⁴. Le Groupe de travail en conclut que le Gouvernement a violé les articles 3 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, les principes 11, 37 et 38 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement et le délai de quarante-huit heures prescrit par le Comité des droits de l'homme pour l'application de l'article 9 (par. 3) du Pacte.

46. Le Groupe de travail constate en outre qu'après son arrestation, M. Giyan est resté en détention pendant six jours sans accès à un avocat ni aux membres de sa famille avant d'être traduit devant un tribunal le 24 décembre 2019. Il relève que la possibilité de communiquer avec un avocat dès le début de la détention est une garantie essentielle pour que le détenu puisse contester le fondement juridique de sa détention¹⁵. Le Groupe de travail a toujours estimé que le fait de détenir une personne au secret constituait une violation du droit de contester la légalité de sa détention devant un tribunal que lui confère l'article 9 (par. 3 et 4) du Pacte¹⁶. Il considère que le contrôle juridictionnel de la privation de liberté est une garantie fondamentale de la liberté individuelle et est indispensable pour s'assurer que la détention a un fondement juridique.

47. Le Groupe de travail en conclut que l'arrestation et la détention de M. Giyan sont dépourvues de fondement juridique et sont arbitraires au titre de la catégorie I.

Catégorie II

48. M. Giyan a été inculpé de « conduite d'actes de criminalité organisée », de « possession d'un programme informatique conçu dans le but de commettre une infraction » et de « blanchiment d'argent ». Selon la source, ces accusations étaient très probablement fondées sur son association avec M. Magoti, défenseur des droits de l'homme notoire placé en détention à peu près au même moment et pour les mêmes chefs. Il découle de ce lien, fait valoir la source, que l'arrestation de M. Giyan, sa détention et les accusations portées contre lui doivent faire l'objet d'un examen approfondi du point de vue des éléments de preuve produits comme dans le cas des défenseurs des droits de l'homme et que l'intéressé a été arrêté pour les activités qu'il menait dans les médias sociaux et non pour sa participation aux infractions alléguées.

49. Pour la source, il est clair que le principal motif pour lequel le Gouvernement a placé M. Giyan en détention était l'intention de le réduire au silence et de le punir des activités qu'il menait dans les médias sociaux et de son association avec des détracteurs notoires du Gouvernement, et que la détention de l'intéressé constitue par conséquent une violation de son droit à la liberté d'expression et d'association en ce qu'elle tend à lui infliger des sanctions pénales pour empêcher et punir l'expression. D'après la source, il s'agit par conséquent d'une violation relevant de la catégorie II.

50. Pour conclure qu'une détention est arbitraire au titre de la catégorie II, le Groupe de travail doit être convaincu que la privation de liberté concernée résulte de l'exercice de l'un quelconque des droits de l'homme universellement reconnus. Dans le cas présent, le droit en cause est le droit à la liberté d'opinion et d'expression. La liberté d'opinion et d'expression est un droit de l'homme fondamental consacré par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 19 du Pacte¹⁷. Le Gouvernement doit respecter, protéger et garantir le droit des personnes d'avoir des opinions, même contraires à la politique officielle, et de les exprimer, de se forger des convictions personnelles allant à l'encontre de l'idéologie officielle et de les faire connaître, en vertu des normes impératives (*jus cogens*) du droit international coutumier¹⁸.

¹⁴ Observation générale n° 35 (2014) du Comité des droits de l'homme, par. 33.

¹⁵ Principes de base et lignes directrices des Nations Unies sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal, principe 9 et ligne directrice 8.

¹⁶ Voir, par exemple, les avis n°s 79/2017, par. 49, 52/2019, par. 23, et 38/2020, par. 37. Voir également l'observation générale n° 35 (2014) du Comité des droits de l'homme, par. 35.

¹⁷ *Kang c. République de Corée* (CCPR/C/78/D/878/1999), par. 7.2.

¹⁸ Voir les avis n°s 94/2017, par. 59, 88/2017, par. 32, 83/2017, par. 80, et 76/2017, par. 62.

51. Dans son observation générale n° 34 (2011), le Comité des droits de l'homme a déclaré que les restrictions à la liberté d'expression envisagées à l'article 19 (par. 3) ne doivent pas avoir une portée trop large, doivent être conformes au principe de la proportionnalité, doivent être appropriées pour remplir leur fonction de protection et doivent constituer le moyen le moins perturbateur parmi ceux qui pourraient permettre d'obtenir le résultat recherché. Il convient de noter que le Pacte accorde une importance particulière à l'expression sans entraves dans le cadre des débats publics concernant des personnalités du domaine public et politique qui sont tenus dans une société démocratique.

52. Au vu des faits présentés au Groupe de travail par la source, il n'existe pas d'éléments de preuve concrets établissant que les accusations de « conduite d'actes de criminalité organisée », de « possession d'un programme informatique conçu dans le but de commettre une infraction » et de « blanchiment d'argent » portées contre M. Giyan visaient à masquer le véritable mobile attribué par la source au Gouvernement, à savoir punir ou persécuter M. Giyan pour son association avec un défenseur des droits de l'homme ou pour sa propre qualité de défenseur des droits de l'homme. En l'absence d'autres éléments de preuve mettant en évidence l'existence d'entraves à l'exercice de la liberté d'opinion et d'expression de M. Giyan, le Groupe de travail n'est pas en mesure de conclure sans équivoque que la privation de liberté de l'intéressé résulte de l'exercice de sa liberté d'opinion et d'expression. Le Groupe de travail ne constate donc pas de violation relevant de la catégorie II.

Catégorie III

53. Le Groupe de travail note que selon la source, de multiples violations des normes et règles internationales relatives aux droits de l'homme ont été commises dans l'arrestation et la détention de M. Giyan. Il s'agit de normes minimales de garantie de la régularité de la procédure relatives à l'équité du procès et au traitement des détenus. La source rappelle que M. Giyan a été arrêté sans mandat, ce qui constitue en soi une violation du Pacte, qu'il n'a pas été informé des motifs de son arrestation au moment de celle-ci, qu'il a été détenu pendant cinq jours avant d'être finalement traduit devant un juge le 24 décembre 2019, et qu'il n'a eu connaissance des accusations portées contre lui que lors de sa comparution devant le juge à cette occasion. Ce délai est bien plus long que celui considéré comme « le plus court », tant pour ce qui est de la connaissance des accusations que pour ce qui est de la traduction devant un juge.

54. En ce qui concerne les faits non contestés relatés par la source, le Groupe de travail ne doute pas que les circonstances de l'arrestation de M. Giyan étaient marquées par une inobservation totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par la République-Unie de Tanzanie. Aux termes de l'article 14 (par. 3 a)) du Pacte, toute personne accusée d'une infraction pénale doit « être informée, dans le plus court délai, dans une langue qu'elle comprend et de façon détaillée, de la nature et des motifs de l'accusation portée contre elle ». Bien que M. Giyan ait été informé par la suite des accusations portées contre lui, l'acte d'accusation, selon la source, ne répond pas aux conditions définies dans le Pacte en ce qu'il n'énonce pas de manière exhaustive la nature et les motifs de ces accusations. Le Groupe de travail convient avec la source que l'acte d'accusation ne contient pas suffisamment d'informations pour permettre à M. Giyan de se préparer convenablement au procès.

55. En outre, l'article 14 (par. 3 d)) du Pacte dispose que toute personne accusée d'une infraction pénale jouit au moins de la garantie « (de) se défendre elle-même ou (d')avoir l'assistance d'un défenseur de son choix ; si elle n'a pas de défenseur, (d')être informée de son droit d'en avoir un, et, chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, (de) se voir attribuer d'office un défenseur, sans frais, si elle n'a pas les moyens de le rémunérer ». Pourtant, pendant les cinq jours où M. Giyan a été détenu à la suite de son arrestation avant d'être traduit devant un tribunal, il a été interrogé par des policiers et, en violation flagrante des normes juridiques internationales, privé d'accès à un conseil¹⁹.

¹⁹ A/HRC/45/16, par. 50 à 55.

56. Le Groupe de travail conclut à la violation de l'article 14 (par. 3 b)) du Pacte et souligne que, pour que les garanties d'un procès équitable soient respectées, l'assistance d'un défenseur doit être assurée à tous les stades de la procédure pénale, à savoir avant et pendant le procès, en cas de nouveau procès et devant les juridictions d'appel²⁰. De plus, le fait que le premier interrogatoire de M. Giyan a eu lieu en l'absence de son avocat constitue une violation de son droit de ne pas témoigner contre lui-même, inscrit à l'article 14 (par. 3 g)) du Pacte.

57. Aux termes de l'article 9 (par. 3) du Pacte, la détention provisoire doit être l'exception et non la règle et elle doit être ordonnée pour une durée aussi brève que possible²¹. En d'autres termes, la liberté est reconnue par l'article 9 (par. 3) du Pacte en tant que principe essentiel, la détention ne devant intervenir qu'à titre exceptionnel²². La détention avant jugement doit par conséquent reposer sur une évaluation au cas par cas déterminant qu'elle est raisonnable et nécessaire, par exemple pour éviter que l'intéressé ne prenne la fuite, ne modifie des preuves ou ne commette une nouvelle infraction²³.

58. En outre, comme la source l'explique, l'article 64 de la loi portant Code de procédure pénale du pays dit clairement que toute personne détenue a, en général, le droit de demander une mise en liberté sous caution et que l'agent de police doit l'informer de ce droit. Toutefois, l'article 148 (par. 5) de ladite loi dispose que nul ne peut être admis à bénéficier de la liberté sous caution s'il est inculpé de certaines infractions, dont le « blanchiment d'argent » prévu et réprimé par la loi de 2006 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent. Cette disposition autorise donc le refus général de la mise en liberté sous caution pour certaines infractions, en violation flagrante de l'orientation donnée par le Comité des droits de l'homme dans son observation générale n° 35 (2014), à savoir que la détention avant jugement ne doit pas être obligatoire pour tous les défendeurs inculpés d'une infraction précise, sans qu'il soit tenu compte des circonstances individuelles. Ayant été inculpé de blanchiment d'argent, M. Giyan n'a pas droit à la liberté sous caution en République-Unie de Tanzanie.

59. Non seulement la mise en liberté sous caution aurait été refusée à M. Giyan sans tenir compte de sa situation, mais l'ouverture de son procès aurait été reportée à maintes reprises pour permettre au ministère public de poursuivre son enquête, de sorte que la détention provisoire de l'intéressé est fréquemment prolongée. Le fait de priver M. Giyan du droit de demander une mise en liberté sous caution, en particulier dans un contexte où l'ouverture de son procès a été reportée à maintes reprises et pour plusieurs mois, constitue une violation des droits dont il jouit en matière de procédure régulière, garantis par les articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, les articles 9 (par. 3) et 14 (par. 3 c)) du Pacte et les principes 38 et 39 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. La source précise en outre qu'en République-Unie de Tanzanie, les personnes inculpées d'infractions n'ouvrant pas droit à la mise en liberté sous caution peuvent passer des années en détention provisoire, même si les allégations portées contre elles sont fantaisistes ou fallacieuses.

60. Enfin, la source indique que M. Giyan a été torturé pendant sa détention, y compris dans le but de lui extorquer des informations sur autrui. Le Groupe de travail estime qu'il s'agit d'une violation de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 7 du Pacte. En ce qui concerne ces allégations et comme prévu au paragraphe 33 (al. a)) de ses méthodes de travail, le Groupe de travail renvoie l'affaire au Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

61. Pour les motifs susmentionnés, le Groupe de travail conclut que ces violations du droit à un procès équitable sont d'une gravité telle qu'elles rendent la détention de M. Giyan arbitraire au titre de la catégorie III.

²⁰ Ibid., par. 53. Voir également A/HRC/42/39/Add.1, par. 54, et Principes de base et lignes directrices des Nations Unies sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal, principe 9 et ligne directrice 8.

²¹ A/HRC/19/57, par. 48 à 58.

²² Ibid., par. 54.

²³ Observation générale n° 35 (2014) du Comité des droits de l'homme, par. 38.

Catégorie V

62. En ce qui concerne les violations relevant de la catégorie V, la source explique qu'il ressort de l'article 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 26 du Pacte, ainsi que de l'article 13 de la Constitution de la République-Unie de Tanzanie, que la discrimination fondée sur la divergence d'opinions politiques ou d'autres opinions telles que celles qui tendent à critiquer le Gouvernement constitue une violation du droit international. Selon la source, M. Giyan a été pris pour cible, arrêté et placé en détention en raison de l'expression de son opinion, de son opinion politique présumée et de son association avec un défenseur des droits de l'homme. Cette association, conjuguée au fait que les deux affaires sont jointes, doit permettre à M. Giyan de bénéficier de la même protection que les défenseurs des droits de l'homme, auxquels le Groupe de travail reconnaît le statut de personnes protégées par l'article 26 du Pacte²⁴. La source conclut que la détention de M. Giyan est fondée sur son association avec un défenseur des droits de l'homme notoire et qu'elle constitue donc une violation de l'article 26 du Pacte, ce qui rend la privation de liberté de M. Giyan arbitraire au titre de la catégorie V.

63. Le Groupe de travail a déjà indiqué que la source n'avait pas donné suffisamment de détails sur les activités menées par M. Giyan en qualité de défenseur des droits de l'homme et plus particulièrement sur celles qui auraient directement entraîné son arrestation et son placement en détention. La source s'est bornée à alléguer en termes généraux que M. Giyan s'était associé à un défenseur des droits de l'homme. Même en l'absence de contestation de la part du Gouvernement, cela ne constitue pas une base suffisante pour que le Groupe de travail considère que la détention de M. Giyan est fondée sur ses opinions politiques exprimées en qualité de défenseur des droits de l'homme. Le Groupe de travail n'est donc pas en mesure de conclure à l'existence d'une violation relevant de la catégorie V.

Remarques finales

64. Il ressort des informations fournies par la source que M. Giyan a été détenu du 18 au 24 décembre 2019 sans accès à son avocat ni aux membres de sa famille. Ni les membres de sa famille ni d'autres personnes de son choix n'ont été avisés dans les plus brefs délais de son arrestation et de sa détention ni du lieu où il se trouvait. Dans la soirée du 20 décembre 2019, le commandant de la police de la zone de Dar es-Salaam a publié un communiqué de presse dans lequel il annonçait que M. Giyan n'avait pas été enlevé, mais était en garde à vue avec plusieurs autres personnes arrêtées. Cependant, il n'a pas révélé le lieu où l'intéressé était en détention, ce qui signifie que les membres de la famille de M. Giyan n'ont pas eu connaissance du lieu où il se trouvait dans les plus brefs délais. Cela constitue une violation du droit de la personne poursuivie d'aviser les membres de sa famille du lieu où elle se trouve (consacré par le principe 16 (par. 1) de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement).

Dispositif

65. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant :

La privation de liberté de Theodory Faustine Giyan est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 3, 8, 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 2 (par. 3), 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève des catégories I et III.

66. Le Groupe de travail demande au Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie de prendre les mesures qui s'imposent pour remédier sans tarder à la situation de M. Giyan et la rendre compatible avec les normes internationales applicables, notamment celles énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

67. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'espèce, la mesure appropriée consisterait à libérer immédiatement M. Giyan et à lui accorder le droit d'obtenir réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation, conformément au droit

²⁴ Voir l'avis n° 48/2017.

international. Dans le contexte actuel de la pandémie mondiale de maladie à coronavirus (COVID-19) et de la menace qu'elle représente dans les lieux de détention, le Groupe de travail appelle le Gouvernement à prendre des mesures urgentes pour assurer la libération immédiate de M. Giyan.

68. Le Groupe de travail demande instamment au Gouvernement de veiller à ce qu'une enquête approfondie et indépendante soit menée sur les circonstances de la détention arbitraire de M. Giyan, et de prendre les mesures qui s'imposent contre les responsables de la violation des droits de celui-ci.

69. Comme prévu au paragraphe 33 (al. a)) de ses méthodes de travail, le Groupe de travail renvoie l'affaire au Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent.

70. Le Groupe de travail demande au Gouvernement d'user de tous les moyens à sa disposition pour diffuser le présent avis aussi largement que possible.

Procédure de suivi

71. Conformément au paragraphe 20 de ses méthodes de travail, le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de l'informer de la suite donnée aux recommandations formulées dans le présent avis, et notamment de lui faire savoir :

- a) Si M. Giyan a été mis en liberté et, dans l'affirmative, à quelle date ;
- b) Si M. Giyan a obtenu réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation ;
- c) Si la violation des droits de M. Giyan a fait l'objet d'une enquête et, dans l'affirmative, quelle a été l'issue de celle-ci ;
- d) Si la République-Unie de Tanzanie a modifié sa législation ou sa pratique afin de les rendre conformes aux obligations mises à sa charge par le droit international, dans le droit fil du présent avis ;
- e) Si d'autres mesures ont été prises en vue de donner suite au présent avis.

72. Le Gouvernement est invité à informer le Groupe de travail de toute difficulté rencontrée dans l'application des recommandations formulées dans le présent avis et à lui faire savoir s'il a besoin qu'une assistance technique supplémentaire lui soit fournie, par exemple dans le cadre d'une visite du Groupe de travail.

73. Le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de lui fournir les informations demandées dans les six mois suivant la communication du présent avis. Il se réserve néanmoins le droit de prendre des mesures de suivi si de nouvelles informations préoccupantes concernant l'affaire sont portées à son attention. Cela lui permettra de faire savoir au Conseil des droits de l'homme si des progrès ont été accomplis dans l'application de ses recommandations ou si, au contraire, rien n'a été fait en ce sens.

74. Le Groupe de travail rappelle que le Conseil des droits de l'homme a engagé tous les États à coopérer avec lui et les a priés de tenir compte de ses avis, de faire le nécessaire pour remédier à la situation de toutes personnes arbitrairement privées de liberté et de l'informer des mesures prises à cette fin²⁵.

[Adopté le 12 mai 2021]

²⁵ Résolution 42/22 du Conseil des droits de l'homme, par. 3 et 7.